Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2019-715** **17/10/2019**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 12

Objet : Appels à candidatures : 12 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Office Français de la Biodiversité :

- 1 poste de gestionnaire comptable Service Facturier - (F/H) (catégorie B) à Pérols (34).
Date limite de candidature : 10/11/19.

- 1 poste de chef de la mission expertise juridique (2ème semestre 2019) puis chef du pôle juridique de la direction générale déléguée aux ressources de l'Office français de la biodiversité - (F/H) (catégorie A/A+) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 05/11/19.

Parc national de la Vanoise :

- 1 poste de chargé(e) de mission projets (H/F) (Cat A) à Chambéry (73).
Date limite de candidature : 01511/19.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste d'assistant administratif (F/H) (catégorie B) à Rochefort (17).
Date limite de candidature : 31/10/19.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail :

- 1 poste de chargé de projet en chimie réglementaire (H/F) (CDD Cat 2 de 24 mois) à Maisons-Alfort (94)
Date limite de candidature : 30/10/2019

- 1 poste de chargé de projet en épidémiologie et expologie (H/F) (CDD Cat 2 de 24 mois) à Maisons-Alfort (94)
Date limite de candidature : 30/10/2019

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique en toxicologie (H/F) (CDD Cat 2 de 18 mois)à Fougères (35)
Date limite de candidature : 31/10/2019

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique en toxicologie (H/F) (CDD Cat 2 de 24 mois)à Fougères (35)
Date limite de candidature : 31/10/2019

¨- 1 poste de technicien de laboratoire en Microbiologie (H/F) (CDD Cat 3 de 22 mois)à Ploufragan (22)
Date limite de candidature : 31/10/2019

- 1 poste de technicien de laboratoire analyste en physico-chimie ((H/F) CDD Cat 3 de 24 mois) à Maisons-Alfort (94)
Date limite de candidature : 31/10/2019

- 1 poste d' evaluateur scientifique et technique - efficacité / Biocides (H/F) (CDD Cat 2 de 24 mois)à Maisons-Alfort (94)
Date limite de candidature : 31/10/2019

L’adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

AGENCE FRANÇAISE

OFFICE FRANÇAIS de la BIODIVERSITÉ

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Office Français de la Biodiversité

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Catégorie hiérarchique :	B
Intitulé du poste :	**Gestionnaire comptable Service Facturier (h/f)**
Affectation :	Groupement comptable OFB/Service facturier
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Fondé de pouvoir pour le groupement et de l'Agent Comptable de l'AFB
Résidence administrative :	Pérols (34)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement
Nombre de postes à pourvoir :	3

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

Au 1er janvier 2020, l'Agence française pour la biodiversité et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage deviendront l'Office français de la biodiversité, établissement public créé par disposition législative.
Il sera composé de près de 2 800 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et en outre-mer.

Les missions confiées à ce nouvel établissement ont pour objectif général la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que la gestion de l'eau.

Le groupement comptable assure la comptabilité de ces établissements rattachés (11 établissements en 2019) ainsi que l'exécution des opérations de recettes, de dépenses et de trésorerie. Basé à Pérols (Hérault), il est placé sous l'autorité de l'Agent Comptable de l'Agence Française pour la Biodiversité. Il comprend un service facturier créé en 2019 traitant actuellement des factures de deux établissements avec l'aide d'un gestionnaire recruté à cet effet. En cours de développement, ce service a vocation à intégrer l'ensemble des établissements. La deuxième vague de ce processus concerne 4 à 5 établissements supplémentaires à compter de 2020.

Description du poste :

Mission :

- Traiter et préparer la mise en paiement des dépenses entrant dans le périmètre du service facturier pour l'ensemble des établissements rattachés.
- Gérer les litiges éventuels avec les fournisseurs en lien avec les services ordonnateurs des établissements.

Activités principales :

Au titre du traitement des dépenses :
- Réceptionner et saisir les factures à leur arrivée dans l'outil comptable et financier ;
- Les rapprocher comptablement des éléments d'engagement existants (engagement juridique, bon de commande, service fait, contrats, marchés...), rechercher ces derniers au besoin en lien avec les ordonnateurs ;
- Créer les dossiers de liquidation et réaliser les contrôles comptables de base conformément aux règles de la comptabilité publique ;
- Effectuer les opérations comptables de prise en charge qui s'y rattachent ;
- Traiter les dossiers comptables liés à l'exécution des cessions, oppositions et retenues ;
- Assurer le suivi de l'exécution des marchés publics ;
- Faire appliquer les évolutions des règles et procédures comptables ;
- Concourir à la réduction des délais de paiement ;
- Participer au dispositif de contrôle interne et de restitutions.

Au titre du

traitement des litiges avec les fournisseurs :
- Répondre aux questions des fournisseurs portant sur le traitement de leurs factures ;
- Procéder au renvoi motivé des factures non conformes en lien avec les ordonnateurs.

RELATIONS LIÉES AU POSTE

Relations internes :
- Services des ordonnateurs.

Relations externes :
- Directions locales des finances publiques ;
- Fournisseurs et créanciers.

PROFIL RECHERCHÉ

- Expérience dans le secteur de la comptabilité publique demandée ;
- Expertise dans le domaine de l'exécution de la commande publique.

COMPÉTENCES ET QUALITÉS REQUISES

Connaissances :
- Connaissance de la comptabilité budgétaire et comptable ;
- Connaissance de la réglementation de la dépense et de la commande publique (exécution des marchés, frais de déplacement, notamment) ;
- Maîtrise des outils de bureautique et des logiciels.

Savoir-faire opérationnel :
- Rendre compte ;
- Organiser la gestion de son temps de travail.

Savoir-être professionnel :
- Qualités relationnelles (travail en équipe, relations avec la hiérarchie et les services de l'ordonnateur) ;
- Qualités rédactionnelles ;
- Rigueur ;
- Faire preuve de réactivité et d'adaptabilité.

DÉPOSER UNE CANDIDATURE

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) par courriel sous la référence **AC/GESTCOMPTA/F** à **recrutement@ofbiodiversite.fr**

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **10 novembre 2019**

AGENCE FRANÇAISE

OFFICE FRANÇAIS de la BIODIVERSITÉ

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Office Français de la Biodiversité

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Établissement recruteur :	Agence française pour la biodiversité
Catégorie hiérarchique :	A/A+
Intitulé du poste :	**Chef de la mission expertise juridique (2ème semestre 2019)** **Chef du pôle juridique de la direction générale déléguée aux ressources de l'Office français de la biodiversité (à compter du 1er janvier 2020) (h/f)**
Affectation :	Secrétariat général- Département ressources humaines
Positionnement hiérarchique :	Sous l'autorité du chef de département
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

Au 1er janvier 2020, l'Agence française pour la biodiversité et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage deviendront l'Office français de la biodiversité, établissement public qui est sera créé par disposition législative.
Ce nouvel établissement public administratif reprendra les missions des deux établissements, comptera près de 2800 agents et gérera un budget de 340 millions.

Dans ce contexte, un pôle juridique directement rattaché au directeur général délégué aux ressources sera créé. Il comprendra un chef de pôle et quatre juristes. Le chef de la mission expertise juridique a vocation à occuper, au sein de l'OFB, les fonctions de chef du pôle juridique.

La prise de poste s'opérera, dans un premier temps, sur un positionnement au sein du département des ressources humaines de l'AFB mais nécessitera d'accompagner et d'appuyer tous les futurs services de l'OFB dans le cadre de sa préfiguration avant sa création, sur l'ensemble de ses problématiques.
Puis, dans un deuxième temps, à compter du 1er janvier 2020, au sein de l'OFB d'être au service de l'ensemble des directions de la direction générale déléguée aux ressources et d'encadrer l'équipe de juristes.

La présente fiche de poste décrit les fonctions du chef de la mission expertise juridique du DRH de l'AFB.
En annexe, à titre d'information, est jointe la fiche descriptive des fonctions du chef de pôle juridique de la direction générale déléguée aux ressources de l'OFB, rédigée dans le cadre de la préfiguration.

Description du poste :

Mission et activités principales :

Assurer une expertise juridique auprès des services du département des ressources humaines et de la direction générale et assurer la défense des intérêts de l'établissement.

1-Encadrement d'équipe :
- Organiser et animer le travail
- Fixer les objectifs et les échéances
- Conduire les réunions de la mission
- Piloter l'activité de la mission et en assurer le reporting

2- Assurer la sécurité juridique des actes administratifs produits par le département ressources humaines

3- Accompagner le département dans son développement en :
- participant à la rédaction des procédures
- assurant la sécurité juridique de son activité en lien permanent avec les autres services du département
- assistant les autres directions et services dans ce domaine
- élaborant une stratégie d'action préventive contre les risques contentieux

4- Assurer la gestion et le suivi des procédures précontentieuses et contentieuses en matière de ressources humaines (réponses aux recours administratifs, rédaction de mémoires en défense, transactions, exécution des décisions)

5- Appui juridique :
- Apporter une aide à l'interprétation et à l'application des textes législatifs et réglementaires, participer à la rédaction des textes intéressant l'établissement
- Elaborer une veille juridique et mettre en place éventuellement les formations adéquates
- Assurer l'interface avec les autres services juridiques

RELATIONS LIÉES AU POSTE

Relations internes :
- Secrétariat général et direction générale ;
- Directions et services ;
- Instances paritaires et représentants du personnel ;
- CGRH.

Relations externes :
- MTES (DAJ, DRH, DEB…) ;
- Autres établissements publics ;
- Juridictions.

COMPÉTENCES ET QUALITÉS REQUISES

Connaissances :
- Solides compétences en droit public (en particulier en contentieux administratif) ;
- Spécialisation en droit de la fonction publique et connaissance du droit de de la commande publique ;
- Une expérience significative au sein d'une direction des affaires juridiques serait fortement appréciée.

Savoir-faire opérationnel :
- Exposer oralement et défendre une argumentation juridique ;
- Évaluer les risques juridiques au regard de l'activité opérationnelle d'un organisme public ;
- Travailler en équipe et en mode projet ;
- Aisance dans l'expression écrite et la rédaction de fiche de décision;
- Manager une équipe.

Savoir-être professionnel :
- Aisance relationnelle, sens de la communication ;
- Rigueur, méthode et sens des responsabilités ;
- Forte capacité d'analyse et de synthèse ;
- Méthode et organisation ;
- Discrétion professionnelle et confidentialité ;
- Autonomie ;
- Réactivité, disponibilité et polyvalence.

DÉPOSER UNE CANDIDATURE

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) par courriel sous la référence **DRH/RESPJUR/F** à **recrutement@afbiodiversite.fr**

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **15 novembre 2019**

ANNEXE : fiche descriptive des fonctions du chef de pôle juridique de la direction générale déléguée aux ressources de l'OFB

Chef du pôle juridique DGDR (h/f)

Catégorie hiérarchique :	**A/A +**
Fonction :	Chef du pôle juridique DGDR (h/f)
Affectation :	Direction générale déléguée aux ressources- Pôle juridique « support »
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Directeur général délégué aux ressources
Résidence administrative *(pas de mobilité géographique sauf accord de l'intéressé et si cela va dans le sens d'un regroupement souhaité par le préfigurateur)* :	*Vincennes (94)*

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Mission :

Être le garant de la sécurité juridique des actes émanant de la Direction générale déléguée aux ressources et des directions la composant en apportant son expertise juridique.

Activités principales :

- *Piloter l'activité du pôle (fixation des objectifs et suivi des échéances, élaboration et suivi d'indicateurs d'activité, conduite des réunions du pôle, signalement des dossiers sensibles…) ;*
- *Piloter les productions des 4 chargés d'études juridiques du pôle, dans le cadre de leur activité ;*
- *Assurer le suivi et le traitement des dossiers particuliers que lui confie le DGDR, soit en raison de leur sensibilité ou de leur complexité, soit en raison de l'urgence attachée à ces affaires.*
- *Assurer une mission générale de conseil et d'assistance juridique sur les matières portées par le pôle. À ce titre :*

- il assiste les directions de la DGDR dans l'élaboration des projets d'actes (vie institutionnelles, instances, contrats RH, conventions,…)
- il assure une mission de conseil juridique et d'assistance à la DGDR et aux directions de celle-ci, en procédant à des analyses juridiques approfondies dans les domaines du droit public (vie institutionnelle de l'établissement, ressources humaines), droit des contrats (partenariats), droit de la propriété publique et intellectuelle, droit des données personnelles.

Dans ce cadre, il veille à l'amélioration de la qualité et la cohérence de la réglementation, à son application effective et à la prévention des contentieux.

- *Assurer la gestion et le suivi des procédures précontentieuses et contentieuses*
- *Elaborer et diffuser une veille juridique*
- *Assurer l'interface avec le pôle juridique « métiers », la DAJ du MTES et les juridictions.*

RECRUTEMENT

Appel à candidature – prise de fonction prévue au 1er janvier 2020

IDENTIFICATION DU POSTE	
Intitulé du poste	**Chargé(e) de mission projets, évaluation, ingénierie financière, marchés**
Nature du poste (administratif, technique)	- Administratif ou technique - Catégorie A - Détachement de la fonction publique ou CDD pour une durée de trois ans,éventuellement reconductible une fois.

AFFECTATION, PRÉSENTATION DU SERVICE	
Service d'affectation	**Secrétariat général**
Mission principale du service	Le secrétariat général est un pôle de soutien logistique, financier et RH de l'activité de l'établissement. Il contribue au bon fonctionnement de l'établissement, assure l'interface entre les pôles, les secteurs, ainsi qu'avec les autorités et organismes externes (ministère, contrôle budgétaire, agence comptable, préfecture). Le pôle assure également le pilotage des instances de l'établissement.
Composition du service (effectif)	12 personnes
Positionnement dans l'organigramme du service	L'agent est placé sous la responsabilité hiérarchique du secrétaire général.
Relations fonctionnelles	Relations privilégiées avec les chargés de mission du siège, les responsables de pôle et les chefs de secteur.
Affectation territoriale	Siège de l'établissement – Chambéry -

MISSIONS ET ACTIVITÉS	
Définition et objectifs du poste	La personne est chargée du montage et du suivi des partenariats avec différents bailleurs locaux, nationaux ou internationaux, publics ou privés, pour assurer la mise en œuvre du programme d'action de l'établissement. 1. Être à l'interface entre les pôles métiers et le secrétariat général, en interne, et à l'interface avec les partenaires en externe. 2. Etre force de proposition et contribuer à une mutualisation de moyens et de savoir-faire en ingénierie financière, pilotage et gestion de projets complexes à différentes échelles (notamment AFB et réseaux des parcs nationaux). 3. Accompagner la direction et les pôles métiers dans la mobilisation de financements extérieurs pour soutenir le programme d'action pluriannuel de l'établissement. 4. Accompagner plus spécifiquement la direction de l'établissement dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de mécénat. 5. Apporter un appui dans la passation des marchés publics.

Missions et activités du poste	***Mission 1 : Ingénierie financière sur les projets du PNV*** L'agent accompagne les pôles « métiers » dans la recherche, la mobilisation et la gestion des financements extérieurs, en particulier les financements publics. Pour cela : • il veille, détecte et analyse les opportunités des financements publics (Europe, État, région, département...) en place pour abonder les projets de programmes ou d'actions du Parc dans ses différents métiers, il identifie et assure un lien avec les services instructeurs des demandes de financements ; • il alerte et conseille la direction du Parc sur les opportunités à saisir et les discussions à entreprendre avec les bailleurs de fonds publics ; • il accompagne les chefs de projets et chargés de mission, il met en place des outils (procédures de dépôt de dossiers, tableaux de bord pour le suivi des projets déposés, paramétrage et animation des outils de saisie et suivi, notes méthodologiques notamment pour les contrôles, formations internes...) pour une acculturation et une autonomie progressive dans le montage de dossiers de demandes de financements ; • il assure la gestion et le contrôle administratif des programmes sur financements européens ou nationaux et les programmes multi-partenaires en cours. Ainsi, en relation permanente avec le chef de file du programme et/ou le chef de projet au sein du Parc, il veille au suivi des dépenses et recettes par rapport aux objectifs initiaux, il anticipe et informe sur les possibilités d'ajustements du projet et produit les bilans prévus aux différentes étapes de la mise en œuvre des programmes. ***Mission 2 : Stratégie de mécénat*** L'agent pilote l'élaboration et le suivi de la stratégie de mécénat par : • la mise en place puis la consolidation des outils de prospection (fichiers d'entreprises, de prospects et d'ambassadeurs), la création des argumentaires en cohérence avec l'action globale et les priorités stratégiques du Parc et la définition des contreparties potentielles pour les mécènes ; • le recensement des projets pour lesquels un mécène est recherché et l'identification des mécènes cibles, la prospection des mécènes, la création d'un vivier d'ambassadeurs et de prospects cibles et une veille active sur les appels à projets (mécénats, fondations...) ; • la fidélisation et le suivi des opérations de mécénat en coordonnant les relations, en suivant l'élaboration et la mise en œuvre des conventions de partenariat et en entretenant les relations ; • La mise en place administrative des appels à dons et financements participatifs (aspect juridique, financier et encadrement de la communication associée). ***Mission 3 : Mutualisation de moyens et de savoirs-faire en ingénierie financière, pilotage et gestion de projets complexes à différentes échelles*** L'agent contribue à établir une politique de moyens et de savoir-faire mutualisés en ingénierie financière publique et privée, pilotage et de gestion de projets complexes à différentes échelles (AFB, réseaux des parcs nationaux voire d'autres gestionnaires d'espaces protégés ou remarquables, collectif des 3 parcs alpins) par : • du conseil et des propositions à la direction du Parc ; • des échanges directs avec des agents sur des missions analogues dans d'autres établissements ou structures chargés d'espaces protégés ou remarquables (parcs nationaux, réserves naturelles nationales, parcs naturels régionaux, conservatoires d'espaces naturels...) et la

	participation à des groupes de travail ; • la veille et la recherche d'expériences comparables dans différents réseaux ; • la recherche de cohérence entre les outils et méthodes mises en place pour le PNV et celles des autres parcs nationaux (notamment alpins) ; **Mission 4 : Appui pour le montage de marchés publics** Dans le cadre des projets européens notamment, l'agent appuie les chargés de mission dans la définition des marchés publics pertinents. Il définit une catégorisation des marchés publics permettant de répondre aux principaux besoins de l'établissement et propose des modèles types de marchés publics en conséquence, en lien avec la référente marchés publics du PNV.
Intérêt, difficultés, contraintes du poste	Lien permanent avec les services et les secteurs. Relations permanentes avec de nombreux partenaires extérieurs : autres Parcs, opérateurs de la biodiversité, financeurs (dont Union européenne). Gestion de situations complexes, de délais exigeants ou contraignants.
COMPÉTENCES REQUISES SUR LE POSTE	
Savoirs (connaissances théoriques et pratiques)	• Connaissance du monde et des mécanismes de la protection et de la gestion de la nature, des patrimoines et du développement durable : • connaissance en montage, suivi et évaluation de projets complexes ; • connaissance des dispositifs financiers européens, nationaux et alpins ; • connaissance des logiques et pratiques du mécénat ; • connaissance du fonctionnement budgétaire et financier d'un établissement public ; • connaissance des logiques de fonctionnement des collectivités et de l'articulation entre les domaines de compétence de l'État et des collectivités ; • connaissances en marchés et commandes publics ; • pratique de l'anglais.
Savoir-faire (technique et méthodologique)	• Maîtrise des outils de pilotage et des méthodes de travail en mode projet ou transversal ; • maîtrise des techniques liées à la relation et la négociation avec des partenaires publics ou privés ; • maîtrise de l'informatique bureautique, en particulier les tableurs.
Savoir-être (attitudes et comportement attendu)	• Sens de la stratégie et du politique ; • capacité d'initiative liée à une forte autonomie, d'anticipation, de réactivité, de disponibilité et de proximité, capacité à rendre des comptes ; • pragmatisme ; • rigueur administrative et respect des délais ; • aptitude à gérer simultanément plusieurs missions, fonctions et dossiers avec de nombreux interlocuteurs en interne et en externe ; • aptitude au travail en équipe permanent, l'animation, la coordination, l'écoute, la pédagogie, la médiation, à fédérer sur des projets, des démarches, des méthodes ; • qualités relationnelles et capacité à nouer et entretenir des partenariats.
PROCEDURE DE RECRUTEMENT	
Contact	Des renseignements peuvent être pris auprès de : - Laurent CHARNAY, secrétaire général – 04 79 62 89 87 / 06 24 68 29 10
Envoi de candidature	A adresser à l'attention de Mme la directrice du Parc national de la Vanoise : -par voie postale au 135 rue du docteur Julliand 73000 Chambéry -par courriel à secretariat@vanoise-parcnational.fr
Calendrier	Candidature à déposer avant le 15 novembre 2019 Entretien à prévoir le 25 novembre 2019 Prise de fonctions à partir du 1er janvier 2020

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

Assistant administratif (H/F)
pour sa direction de la gestion patrimoniale

Poste à temps complet de catégorie B ou C expérimenté ouvert :

- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans renouvelable)
- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi statut (décret n°2016-1697).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 205 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services du siège national du Conservatoire du littoral comprennent une soixantaine d'agents. Ils rassemblent la direction de l'établissement (localisée à Paris et Rochefort), le secrétariat général, la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, la direction de la gestion patrimoniale.

La direction de la gestion patrimoniale (DGPat) est chargée, en relation avec les délégations de rivages, du pilotage des dispositifs de gestion des sites du Conservatoire. Elle s'assure que les sites répondent aux exigences fixées par la loi : maintien des équilibres écologiques, qualité paysagère et valorisation du patrimoine naturel et culturel, accessibilité et information du public. Elle est garante de la qualité des relations conventionnelles avec les gestionnaires et les usagers.

La direction de la gestion patrimoniale est constituée en missions : « coordination scientifique et patrimoine naturel », « patrimoine bâti et culturel » « usages et accueil du public », « interface terre-mer », « gestion – évaluation des sites » et « garderie »).

<u>Description du poste et des missions</u>

L'assistant administratif, placé auprès du directeur de la gestion patrimoniale, intervient principalement dans le domaine de l'assistance administrative et financière aux activités de la direction. Il assure également la gestion du fonds documentaire de l'établissement.

Il est en relation fonctionnelle avec les autres agents de la direction de la gestion patrimoniale, les autres services nationaux du Conservatoire et ses délégations de rivages.

Dans le cadre de ses missions, l'assistant administratif :

- Met en œuvre le circuit de mise à signature, de contrôle qualité et d'archivage des conventions de gestion et d'usages sur les sites du Conservatoire du littoral (environ 600 par an), consistant principalement à :
  - Vérifier la conformité des conventions avec notamment le visa technique délivré par la DGPat ;
  - Organiser au sein du siège la réception et l'acheminement des projets de conventions pour leur mise à la signature ;
  - Vérifier et compléter la saisie des informations relatives aux conventions dans l'outil métier ;
  - Assurer l'archivage et la transmission des exemplaires signés ;
  - Assurer des suivis particuliers pour certains types de conventions, en particulier celles qui transfèrent la maîtrise d'ouvrage de travaux ;

- Participe, en relation avec les autres agents de la DGPat et le service chargé de la commande publique, à la préparation des marchés qui ressortent du champ de compétence de la DGPat ; il en assure le suivi et l'exécution;
- Vérifie la cohérence et assure l'enregistrement des données analytiques relatives aux travaux réalisés sur les sites ;
- Assure la gestion et l'administration du fonds documentaire du Conservatoire du Littoral ; coordonne la tenue de la base documentaire du Conservatoire du Littoral et sa valorisation (Intranet, Internet) ;
- Assure la gestion de la demande et de la commande documentaire (coordination des achats, abonnements) en lien avec le service chargé de la commande publique ;
- Participe aux mises à jour relevant de la DGPat (sites internet, intranet, référentiel propriétaire…) ;
- Participe à la confection de la partie du rapport de performance traitant des missions de la DGPAT ;
- Assure, à la demande du directeur de la gestion patrimoniale, divers travaux de secrétariat ;
- Participe aux réunions d'équipe hebdomadaire de la DGPat et en rédige le compte rendu.

L'ensemble de ces activités peut faire l'objet d'adaptations en fonction de l'évolution des besoins du service.

Par ailleurs, pour le siège de Rochefort, l'assistant administratif de la DGPat est susceptible d'assurer occasionnellement des tâches transversales, dans le cadre de la mutualisation des moyens (standard, courrier, notamment).

Profil et compétences requises

Poste à temps complet de catégorie B ou C expérimenté ouvert à un fonctionnaire dans le cadre d'un détachement sur contrat de 3 ans (renouvelable) ou à un agent contractuel en CDI bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement.

Ce poste requiert les compétences suivantes :

- Pratique professionnelle des procédures d'exécution des marchés publics.
- Bonne maîtrise des outils bureautiques, traitement de texte et tableur.
- Connaissance des techniques et pratiques documentaires.
- Qualités de rigueur et de polyvalence, sens du contact.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **à compter du 1er janvier 2020.** Il est localisé à Rochefort (17)

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires) sont à faire parvenir **au plus tard le 31 octobre 2019** :

Soit par courrier à :
Conservatoire du littoral - Service des ressources humaines
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex

Soit en ligne :
http://www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste
Patrick BAZIN, directeur de la gestion patrimoniale : 05 46 84 72 85
Emmanuelle TERNY, responsable des ressources humaines : 05 46 84 72 67

Date : 09/10/2019

Poste à pourvoir	**Chargé de projet en chimie règlementaire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (24 mois)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques - Mission « tabac »

La direction de l'évaluation des risques assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Missions / contexte

La directive sur les produits du tabac (2014/40/UE) fixe des règles relatives à la fabrication, la présentation et la vente des produits du tabac et produits connexes (autres produits à fumer, produits du vapotage). Sans instaurer de système d'autorisation de mise sur le marché, la directive impose aux fabricants et importateurs de déclarer ces produits auprès des autorités compétentes des États membres avant leur commercialisation. La composition, les émissions, les données toxicologiques sur les ingrédients, des études approfondies pour certains additifs ainsi que des données de marché doivent être transmises. Dans le cadre de la transposition en France de cette directive, l'Anses a été désignée pour recueillir ces informations et les analyser. Cette mission s'inscrit dans le cadre général des travaux de l'Agence en matière de sécurité sanitaire, notamment ceux conduits dans le domaine des substances chimiques des produits de consommation ou des risques liés à la qualité de l'air.

DESCRIPTION DU POSTE

Mission

Au sein de la mission « tabac » composée de six agents et sous l'autorité de son responsable, le chargé de projet en chimie règlementaire traite les données relatives aux substances chimiques déclarées dans les dossiers d'enregistrement des fabricants (https://ec.europa.eu/health/euceg/) ou obtenues lors de campagnes d'analyse des produits.

Activités

Cette mission recouvre plus particulièrement les activités suivantes :

- Evaluer la conformité des dossiers déclaratifs selon les règles métier du modèle de données et les référentiels règlementaires applicables ;
- Réaliser les plans d'analyse des produits, les appels d'offres et la sélection des laboratoires prestataires, interpréter les résultats et évaluer leur conformité ;
- Préparer les notifications aux déclarants et aux autorités compétentes ;
- Enrichir, actualiser et structurer une base de données de substances chimiques avec les référentiels externes pertinents (listes règlementaires, propriétés physico-chimiques / sensorielles / toxicologiques…) ;
- Participer à l'automatisation des processus de traitement de l'information et à la rédaction des procédures ;
- Contribuer aux travaux d'expertise de l'Anses dans le cadre de saisines ou d'appuis scientifiques et techniques en lien avec les collègues et experts concernés ;
- Assurer une veille dans le domaine de la chimie des substances relatives aux produits du tabac et produits connexes (ingrédients, additifs, produits néoformés, contaminants, émissions, méthodes d'analyse…).

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 en chimie, pharmacie, biologie…
Minimum BAC +3.

Expériences similaires

- Une expérience dans les affaires règlementaires, la formulation ou le contrôle qualité des produits est requise (substances chimiques, ingrédients alimentaires ou cosmétiques, médicaments, biocides…)

Compétences

- Bonne compréhension des textes juridiques, et idéalement maîtrise des règlements REACh et CLP ;
- Bases solides en métrologie, chimie analytique instrumentale et validation des méthodes ;
- Aisance en informatique (maîtrise d'Excel) avec capacité à intégrer l'environnement de travail (R, Access, VBA) ;
- Organisation et rigueur pour analyser, confronter et synthétiser des informations de sources diverses ;
- Capacités rédactionnelles (cahier des charges, analyse des offres, interaction avec des tiers) ;
- Anglais scientifique (lu, écrit) – niveau B2 ;
- Aptitudes relationnelles, dynamisme et goût pour le travail en équipe ;
- Connaissances dans au moins un des domaines suivants : chimie informatique, chimiométrie, toxicologie expérimentale, substances aromatisantes.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 30 octobre 2019

Renseignements sur le poste : Benoît LABARBE (benoit.labarbe@anses.fr, 01 49 77 13 09)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-121 à :** recrutement@anses.fr

Date : 09/10/2019

Poste à pourvoir	**Chargé de projet en épidémiologie et expologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (24 mois)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques - Mission « tabac »

La direction de l'évaluation des risques assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Missions / contexte

La directive sur les produits du tabac (2014/40/UE) fixe des règles relatives à la fabrication, la présentation et la vente des produits du tabac et produits connexes (autres produits à fumer, produits du vapotage). Sans instaurer de système d'autorisation de mise sur le marché, la directive impose aux fabricants et importateurs de déclarer ces produits auprès des autorités compétentes des États membres avant leur commercialisation. La composition, les émissions, les données toxicologiques sur les ingrédients, des études approfondies pour certains additifs ainsi que des données de marché doivent être transmises. Dans le cadre de la transposition en France de cette directive, l'Anses a été désignée pour recueillir ces informations et les analyser. Cette mission s'inscrit dans le cadre général des travaux de l'Agence en matière de sécurité sanitaire, notamment ceux conduits dans le domaine des substances chimiques des produits de consommation ou des risques liés à la qualité de l'air.

DESCRIPTION DU POSTE

Mission

Au sein de la mission « tabac » composée de six agents et sous l'autorité de son responsable, le chargé de projet en épidémiologie et expologie consolide l'état des connaissances scientifiques relatives aux effets sanitaires des substances chimiques des produits du tabac et produits connexes. Il coordonne également les acquisitions de données visant à documenter les expositions des consommateurs à ces substances, en perspective de travaux d'évaluation des risques.

Activités

Cette mission recouvre plus particulièrement les activités suivantes :

- Recenser, collecter, trier, analyser et synthétiser les informations de la littérature scientifique ;
- Réaliser une veille sur les effets et usages répertoriés par d'autres sources (toxicovigilance, littérature grise, forums et blogs d'utilisateurs…) ;
- Structurer l'activité de veille et de revue bibliographique de la mission « tabac » avec les méthodologies adaptées ;
- Préparer les questionnaires d'enquêtes, les programmes d'acquisition de données sur les pratiques et expositions des consommateurs, les appels d'offres et la sélection des prestataires, analyser les résultats ;
- Contribuer aux travaux d'expertise de l'Anses dans le cadre de saisines ou d'appuis scientifiques et techniques en lien avec les collègues et experts concernés.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 en santé publique, génie sanitaire, médecine, épidémiologie…
Minimum BAC +3.

Expériences similaires

- Une expérience dans la conduite et l'analyse d'enquête ou de revue approfondie de la littérature scientifique est requise.

Compétences

- Bases solides en épidémiologie descriptive et analytique ;
- Bonne connaissance des méthodes de revue bibliographique ;
- Organisation et rigueur pour analyser, confronter et synthétiser des informations de sources diverses ;
- Capacités de synthèse et de communication écrite et orale ;
- Anglais scientifique (lu, écrit, parlé) – niveau B2/C1 ;
- Aptitudes relationnelles, dynamisme et goût pour le travail en équipe.
- Connaissances dans au moins un des domaines suivants : évaluation des risques sanitaires, expologie, métrologie des polluants aériens, toxicologie clinique, pneumologie, cardiologie, physiopathologie de l'addiction, sociologie des comportements de consommation.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 30 octobre 2019

Renseignements sur le poste : Benoît LABARBE (benoit.labarbe@anses.fr, 01 49 77 13 09)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-122 à :** recrutement@anses.fr

Date : 10/10/2019

Poste à pourvoir	**Post doc chargé de projet scientifique et technique en toxicologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (18 mois)**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Novembre 2019**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Fougères
Unité de Toxicologie des contaminants

Missions / contexte

L'équipe est composée de 12 agents et contribue à l'évaluation des risques en apportant son expertise dans le domaine de la toxicologie des contaminants. Les activités de recherche s'organisent autour de 2 grands axes :
1) l'évaluation du danger, en particulier génotoxique, de contaminants ou de substances émergentes ainsi que de leurs mélanges, à l'aide de tests *in vitro* sur cultures cellulaires humaines en général et *in vivo* sur des rongeurs. En plus des effets génotoxiques, divers marqueurs de toxicité (apoptose, inflammation, stress oxydant,…) sont investigués soit au niveau cellulaire soit au niveau moléculaire avec l'étude des mécanismes d'action impliqués. Le développement d'approches à moyen/haut débit a été préconisé avec des outils « omiques » (collaboration avec la plateforme transcriptomique de Ploufragan par exemple) et avec un appareil d'imagerie cellulaire multiparamétrique. Les modèles cellulaires sont également utilisés pour des études de toxicocinétique (absorption et métabolisme) nécessitant des compétences extérieures en chimie analytique pour le dosage des échantillons générés. Enfin les tests de toxicité *in vitro* développés peuvent être utilisés dans une approche de couplage chimie/biologie permettant l'identification de substances d'intérêt.

2) le développement de nouveaux tests ou outils pour améliorer la prédictivité des essais toxicologiques. Ainsi, la qualification de nouveaux systèmes qu'il soit cellulaires (nouvelles lignées, co-cultures) ou technologiques vise à disposer de tests plus adéquats pour l'évaluation du danger.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, la personne recrutée sera en charge de la réalisation de tests cellulaires pour évaluer la génotoxicité de nanomatériaux dans le cadre du projet européen Riskgone regroupant 22 partenaires. Afin de participer à la validation de tests de génotoxicité pour les nanomatériaux, les tests comètes et micronoyaux in vitro seront réalisés sur différents modèles cellulaires en suivant scrupuleusement les protocoles pour la réalisation d'essais inter-laboratoires. La personne sera également amenée à travailler sur le développement de ces tests en haut débit et à la production de données complémentaires avec la quantification de marqueurs de génotoxicité (H2Ax, ATM, p53,…) en High Content Analysis à l'aide de la plateforme d'imagerie cellulaire disponible au sein du laboratoire. Il s'agira enfin de travailler en étroite relation avec la Direction de l'Evaluation des Risques de l'Anses, unité évaluation des substances chimiques, située à Maisons-Alfort. Dans ce cadre, la personne sera intégrée dans la rédaction de propositions de lignes directrices pour l'établissement d'indicateurs de risques et de bénéfices à travers une analyse de décision multi-critères.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Entretenir les cultures cellulaires
- Préparer les solutions de dispersion des nanomatériaux
- Réaliser les tests de génotoxicité comètes et micronoyaux
- Développer des approches en haut débit pour la réalisation de ces tests
- Réaliser des tests avec marquage HCA
- Mettre en forme les résultats (tableaux, graphiques)
- Valoriser les travaux et rédiger les rapports
- Participer aux réunions de travail au niveau international

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste ne sera pas soumis à une Déclaration publique d'intérêts.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Doctorat en toxicologie

Compétences

- Formation et expérience exigées en toxicologie et en génotoxicité niveau doctorat
- Des connaissances sur les nanomatériaux et sur l'évaluation du risque seraient un plus ainsi qu'une expérience en HCA
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Goût pour le travail en équipe
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office…)
- Aptitude organisationnelle, force de proposition
- Rigoureux(se) et dynamique
- Sensibilisation aux règles d'hygiène et de sécurité et des risques chimiques
- Bon niveau en anglais parlé et écrit

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 octobre 2019

Renseignements sur le poste : Valérie FESSARD (valerie.fessard@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-123 :** recrutement@anses.fr

Date : 10/10/2019

Poste à pourvoir	**Post doc chargé de projet scientifique et technique en toxicologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (24 mois)**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Novembre 2019**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Fougères
Unité de Toxicologie des contaminants

Missions / contexte

L'équipe est composée de 12 agents et contribue à l'évaluation des risques en apportant son expertise dans le domaine de la toxicologie des contaminants. Les activités de recherche s'organisent autour de 2 grands axes :
1) l'évaluation du danger, en particulier génotoxique, de contaminants ou de substances émergentes ainsi que de leurs mélanges, à l'aide de tests *in vitro* sur cultures cellulaires humaines en général et *in vivo* sur des rongeurs. En plus des effets génotoxiques, divers marqueurs de toxicité (apoptose, inflammation, stress oxydant,…) sont investigués soit au niveau cellulaire soit au niveau moléculaire avec l'étude des mécanismes d'action impliqués. Le développement d'approches à moyen/haut débit a été préconisé avec des outils « omiques » (collaboration avec la plateforme transcriptomique de Ploufragan par exemple) et avec un appareil d'imagerie cellulaire multiparamétrique. Les modèles cellulaires sont également utilisés pour des études de toxicocinétique (absorption et métabolisme) nécessitant des compétences extérieures en chimie analytique pour le dosage des échantillons générés. Enfin les tests de toxicité *in vitro* développés peuvent être utilisés dans une approche de couplage chimie/biologie permettant l'identification de substances d'intérêt.

2) le développement de nouveaux tests ou outils pour améliorer la prédictivité des essais toxicologiques. Ainsi, la qualification de nouveaux systèmes qu'il soit cellulaires (nouvelles lignées, co-cultures) ou technologiques vise à disposer de tests plus adéquats pour l'évaluation du danger.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Dans le cadre d'un projet européen et sous l'autorité du chef d'unité, la personne recrutée sera en charge du pilotage du projet Agritox (projet Interreg) au sein du laboratoire. Ce projet européen regroupe 8 partenaires et s'intéresse à la prévention/atténuation de la contamination des aliments par des mycotoxines causées par le changement climatique. Il s'agira de réaliser des tests cellulaires pour détecter des mycotoxines, évaluer leur toxicité et tester des moyens de remédiation. La personne sera amenée à réaliser entre autres des expérimentations en High Content Analysis à l'aide de la plateforme d'imagerie cellulaire disponible au sein du laboratoire. Elle devra également mettre en place et tenir à jour une base de données sur les mycotoxines émergentes et les risques associés. Enfin, la personne devra travailler en étroite relation avec les autres partenaires du projet.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Entretenir les cultures cellulaires
- Réaliser les tests de toxicité
- Mettre en forme les résultats (tableaux, graphiques)
- Mettre en place et tenir à jour la base de données sur les mycotoxines émergentes avec le soutien des autres partenaires
- Valoriser les travaux et rédiger les rapports
- Participer aux réunions de travail au niveau international et à des échanges potentiels de mobilité avec d'autres laboratoires

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste ne sera pas soumis à une Déclaration publique d'intérêts.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Doctorat en toxicologie

Compétences

- Formation et expérience exigées en toxicologie et en culture cellulaire niveau doctorat
- Des connaissances sur les mycotoxines seraient un plus ainsi qu'une expérience en HCA
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Goût pour le travail en équipe
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office…)
- Aptitude organisationnelle, esprit d'initiative
- Rigoureux(se) et dynamique
- Sensibilisation aux règles d'hygiène et de sécurité et des risques chimiques
- Bon niveau en anglais parlé et écrit

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 octobre 2019

Renseignements sur le poste : Valérie FESSARD (valerie.fessard@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-124 :** recrutement@anses.fr

Date : 10/10/2019

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en Microbiologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (22 mois)**
Localisation	**Ploufragan (22)**
Prise de fonction	**Janvier 2020**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Ploufragan-Plouzané-Niort, site de Ploufragan, au sein de l'Unité Hygiène et Qualité des Produits Avicoles et Porcins (HQPAP).
Missions / contexte	L'Unité HQPAP compte 30 agents assurant des missions de recherche, de référence, de surveillance et d'expertise. Les travaux de l'unité se font sous assurance qualité et répondent aux exigences des normes pour lesquelles elle est accréditée. L'Unité HQPAP assure 4 mandats de référence (LNR *Salmonella* et salmonelloses aviaires, *Campylobacter*, botulisme aviaire) et des missions d'expertise aux niveaux national et international. Les activités de recherches et d'appui scientifique et technique de l'unité HQPAP ont pour finalité la maîtrise des agents zoonotiques bactériens par une approche pluridisciplinaire dans les filières avicole et porcine.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du directeur de projet en filière volaille et de la coordinatrice du projet BOTUSOL (Botulisme animal et épandage des effluents : devenir de *Clostridium botulinum* dans le sol), l'agent recruté sera en charge réaliser les analyses de détection et dénombrement de *Clostridium botulinum* dans des échantillons prélevés sur le terrain (effluents, sols, écouvillons, chiffonnettes…). Ce projet sera réalisé en collaboration avec l'unité EPISABE de l'Anses de Ploufragan et le GDS Bretagne.

Activités

- Planifier les prélèvements et analyses
- Réaliser la détection et le dénombrement des bactéries par PCR en temps réel après extraction de l'ADN
- Effectuer la synthèse et exploitation des résultats obtenus (gestion de la base de données)
- Contribuer aux activités du LNR botulisme aviaire et d'intérêt général de l'unité

Conditions particulières

- Travail en laboratoire confiné niveau 2
- Travail sous assurance de la qualité et habilitation MOT

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC à BAC+3 en Microbiologie ou similaire souhaité

Expériences similaires

- Expérience dans le domaine de la microbiologie et de la biologie moléculaire

Compétences

- Maîtrise des méthodes de recherche bactériologique
- Maîtrise des méthodes moléculaires (extraction ADN / PCR)
- Connaissance et pratique des logiciels de bureautique (Word, Excel, PowerPoint…)
- Aptitude à travailler en équipe
- Rigueur / méthode / autonomie / bon relationnel
- Pratique de laboratoire en milieu confiné L2,
- Pratique du travail sous assurance qualité,
- Connaissance et respect des règles d'hygiène et sécurité et de biosécurité

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 octobre 2019

Renseignements sur le poste : Marianne CHEMALY (marianne.chemaly@anses.fr) 02 96 01 62 27
Caroline LE MARECHAL (caroline.lemarechal@anses.fr) 02 96 01 85 33

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-125 à :** recrutement@anses.fr

Date : 10/10/2019

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire analyste en physico-chimie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3 ou Agent titulaire de catégorie B**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (24 mois)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur

Laboratoire de Sécurité des Aliments, site de Maisons-Alfort
Département Contaminants Chimiques des Aliments
Unité Pesticides et Biotoxines Marines

Missions / contexte

Le laboratoire de sécurité des aliments intervient sur les dangers biologiques et chimiques pouvant affecter la sécurité sanitaire des aliments. Il participe, dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, d'expertise, d'épidémiologie, de veille scientifique et technique de l'Agence.
L'unité, constituée de 16 personnes, est chargée de l'étude de la contamination des chaînes alimentaires de l'homme par certains pesticides et biotoxines marines.
L'unité possède trois mandats de Laboratoire National de Référence (LNR) sur les thématiques suivantes ; résidus de pesticides dans les denrées animales et d'origine animale, résidus de pesticides par méthode monorésidus dans l'ensemble des matrices alimentaires et biotoxines marines.
L'Unité dispose d'une plateforme analytique comprenant des systèmes de chromatographie liquide avec détection en UV ou en fluorescence (HPLC-UV, HPLC-FD) et des systèmes de chromatographie liquide/gazeuse couplés à la spectrométrie de masse (LC-MS/MS Triple quadrupole, LC-Q/TOF, LC-Q/trap, GC-MS/MS Triple quadrupole).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du Chef d'unité et en lien avec la responsable d'équipe, le technicien devra s'impliquer de façon dynamique dans les activités analytiques de référence et de recherche de l'unité.

Activités

L'activité de l'agent s'inscrit dans le cadre des missions du LNR Biotoxines marines. Ainsi, l'agent devra réaliser les missions spécifiques suivantes :

- Suivre diverses formations internes au laboratoire (qualité, sécurité, protocoles analytiques, MOT etc…)
- Réaliser des extractions solides/ liquides et des oxydations suivant divers protocoles, dont le protocole lié à l'analyse de toxines hydrophiles
- Analyser les extraits par HILIC - HPLC-MSMS et par HLCD/FD afin de détecter et de quantifier des toxines hydrophiles
- Réaliser la synthèse des résultats
- Participer à l'entretien et la maintenance des appareillages du laboratoire
- Participer au bon déroulement de la vie du laboratoire (qualité, hygiène et sécurité, maintenance du parc instrumental…).

Conditions particulières

- Aucune contre-indication médicale pour les activités de laboratoire en chimie-analytique (manipulation de solvant organiques, ports de gants, ports de masque, …)

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

BAC à BAC + 3 en chimie analytique

Expériences similaires

- Une expérience en chromatographie liquide couplée à la spectrométrie de masse est indispensable
- Une expérience en laboratoire dans le domaine des biotoxines marines serait appréciée
- Une expérience en laboratoire dans le domaine de l'HILIC serait appréciée

Compétences

- Connaissances confirmées et expériences pratiques en chromatographie en phase liquide et en spectrométrie de masse. Des connaissances théoriques et pratiques de l'HILIC seraient un plus
- Connaissances des techniques d'extraction et de purification appliquées à l'analyse de matrices complexes
- Autonome, organisé avec le sens du détail, esprit critique dans l'interprétation des résultats, capacité à rendre compte de ses travaux
- Sensibilité à la politique d'assurance qualité et aux règles d'hygiène et de sécurité au laboratoire
- Forte appétence pour les aspects techniques (maintenance….)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 octobre 2019

Renseignements sur le poste marina.nicolas@anses.fr; gwenaelle.lavison-bompard@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-128 à :** recrutement@anses.fr

Date : 10/10/2019

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de l'efficacité – Biocides (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (24 mois)**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction Evaluation des Produits Règlementés Unité Evaluation de l'Efficacité des Biocides
Missions / contexte	La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision d'autorisation de mise sur le marché. En ce qui concerne l'évaluation des substances actives et produit biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines. L'Unité Evaluation de l'Efficacité des Biocides est chargée de l'évaluation de l'efficacité et des effets inacceptables (résistance) des substances actives et produits biocides au titre du règlement (CE) 528/2012. L'équipe est composée de 7 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique sera en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM ainsi que des dossiers de substances actives au niveau français et européen, dans le domaine de l'efficacité.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Evaluer les données scientifiques spécifiques à l'efficacité et aux effets inacceptables (résistance) incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises Biocides.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en Anglais et des conclusions en Français.
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Présenter ses évaluations au cours de réunions internes, et auprès des collectifs d'experts.
- Participer aux analyses des dossiers de substances actives proposés par les Etats Membres de l'UE.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 3 à BAC + 8 (MASTER II biologie, vétérinaire, agronome, ..)

Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine des produits biocides appréciée

Compétences

- Connaissances scientifiques et/ou techniques (méthodes et normes d'efficacité biocides) en microbiologie, entomologie, nuisibles type rongeurs
- Connaissances réglementaires dans le domaine des produits biocides
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 octobre 2019

Renseignements sur le poste : Isabelle ATTIG (isabelle.attig@anses.fr – 01 56 29 52 12)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-130 à :** recrutement@anses.fr

Date : 16/10/2019

Poste à pourvoir	**Chef/fe du service architecture et production informatique**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Immédiate**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction Technique et Informatique
Service d'Architecture et de Production Informatique (SAPI)

Missions / contexte

Le Service d'Architecture et de Production Informatique, assure le développement et la maintenance du patrimoine immobilier et des systèmes d'information pour l'ensemble de l'Agence
L'infrastructure informatique de l'ANSES est composée d'un réseau WAN reliant 19 sites, de 45 serveurs physiques et 420 virtualisés, et de 1700 postes de travail. La production informatique est principalement opérée sur un site central adossé à un site de secours et par des hébergements externes en mode cloud
Le SAPI assure les études techniques et la production informatique de l'Anses. Il mène les projets techniques et assure le maintien en condition opérationnelle de cette infrastructure qui repose essentiellement sur des solutions Microsoft.
Le service est composé de 6 salariés de l'Anses et dispose aussi d'une prestation d'assistance bureautique, charge équivalente à 5 personnes.
L'exploitation bureautique et informatique dans les autres entités est assurée par 10 RSI (responsables de services informatiques) dont l'activité est coordonnée par le SAPI.
Une évolution actuelle importante est l'accompagnement des unités scientifiques en bio-informatiques et la mise en place de nouvelles solutions d'infrastructures internes Linux ou cloud

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Le/la chef/fe du SAPI est un manager au sein de la Direction Technique et Informatique, il/elle organise et anime les activités de son équipe (6 personnes) et anime le réseau des 10 RSI par des projets communs, des réunions régulières.
Il/Elle est un opérationnel de premier plan pour assurer avec son équipe la production quotidienne des infrastructures locales et nationales de l'agence et mettre en œuvre des projets techniques.
Il/Elle est le garant de la qualité de service de la production informatique et de l'assistance informatique aux utilisateurs.

Activités

Le chef/fe de service :

- Manage son équipe, établit les plans de charge et coordonne l'activité.
- Elabore et pilote le budget de son service en relation avec les services financiers.
- Apporte conseil auprès de la Direction générale, du RSSI et des directeurs et propose les orientations techniques d'architecture dans le cadre du schéma directeur informatique en s'attachant à des solutions efficientes
- Analyse les besoins fonctionnels des clients internes, joue un rôle de proposition et de conseil vis-à-vis d'eux et conçoit des offres de service pour y répondre au mieux.
- Étudie et déploie les éléments techniques de la politique de sécurité du système d'information. Il contrôle l'application des règles de sécurité du SI, met en œuvre des plans de secours du système informatique, propose des plans d'amélioration et met en place un suivi.
- Étudie, implémente et gère les solutions techniques permettant de garantir la bonne disponibilité et l'homogénéité des réseaux informatiques. Il conduit les projets de modernisation des infrastructures informatiques pour permettre le déploiement de nouvelles solutions applicatives.
- Pilote la production informatique, établit et publie des indicateurs de niveaux de service et met en œuvre le système qualité de l'Anses, en s'appuyant sur la démarche ITIL.
- Assure le bon fonctionnement de l'assistance informatique aux utilisateurs et le pilotage de la prestation d'assistance bureautique (équivalent à 5 personnes).

Conditions particulières

Il/Elle participe à l'équipe d'astreinte informatique.
En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste est soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt*..

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum BAC + 5 en informatique spécialisé en architecture des systèmes et réseaux

Expériences similaires

- Expérience confirmée (6 à 10 ans) en administration technique, production et déploiement d'infrastructures informatiques.
- Une expérience managériale antérieure serait un plus

Compétences

- Maîtrise de l'architecture des systèmes et réseaux informatiques, notamment :
  - ✓ Technologies Microsoft, Active Directory / Exchange 2016
  - ✓ Réseaux : TCP/IP, MPLS, QoS Architecture Microsoft
  - ✓ Virtualisation : HyperV
  - ✓ Architecture des Bases de données : ORACLE, MSSQL, MySQL, Postgres
  - ✓ Sécurité : Firewall, VPN, Antivirus, Proxy, filtrage d'URL
  - ✓ Stockage/sauvegarde : SAN, NAS
- Goût pour intervenir personnellement dans les opérations techniques
- Management d'équipe et conduite de projet
- Intérêt pour accompagner des équipes scientifiques à définir leurs besoins bionformatiques
- Curiosité et capacité d'analyse pour assurer la veille technologique
- Rigueur et pragmatisme, attention à proposer des solutions efficientes
- Qualité d'écoute et capacité à arbitrer, aptitude à animer un réseau de correspondants
- La connaissance des marchés publics constituerait un plus.
- La connaissance de Linux serait un plus

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 6 novembre 2019

Renseignements sur le poste : Pierre-Yves LETOURNEL pierre-yves.letournel@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-134 à :** recrutement@anses.fr